

Politique 4/6

Le PLR veut la seconde place du podium fédéral



Le parti de l'économie a la ferme intention de supplanter le PS cet automne. Mais plusieurs défis l'attendent

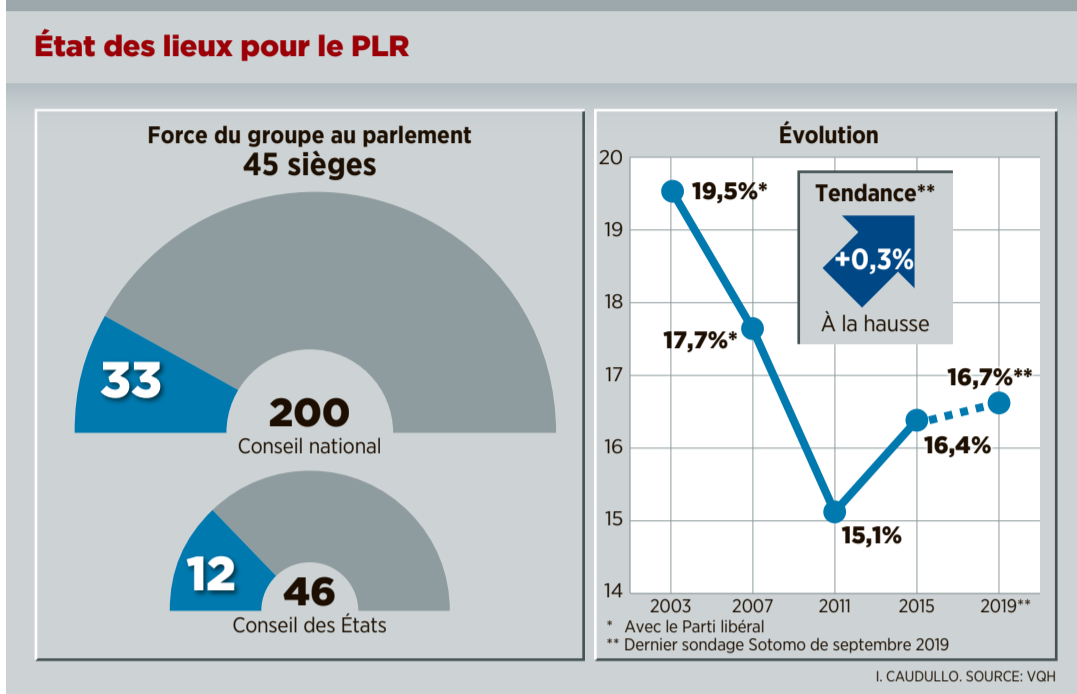
Lucie Monnat

Le PLR s'est choisi un slogan qui annonce surtout son objectif: «Ensemble, dépassons le PS.» La troisième force politique du pays vise donc la seconde place du podium aux fédérales 2019. «Il faut être ambitieux dans la vie», appuie Christian Lüscher, vice-président du parti. Depuis 2015, la force du PLR au niveau national se situe à 16,4%, et les socialistes à 18,8%. «L'objectif de renforcer notre position à Berne est parfaitement réalisable au vu de notre solide bilan, poursuit le conseiller national genevois. Nous visons en particulier la Suisse alémanique.»

Le PLR représente effectivement la première force politique en Suisse romande et italienne (respectivement 22,5% et 23,3%). En Suisse alémanique, le parti descend à la troisième position (14,2% des voix). Il faudra donc surtout s'attaquer aux cantons ruraux de l'autre côté de la Sarine. Du côté des États, le parti peut compter sur Andrea Caroni, sénateur d'Appenzell Rhodes-Extérieures, dont le nom est connu bien au-delà des frontières de son petit canton. Le parti devra toutefois compenser la perte d'une autre tête de file du PLR, l'ancien président du parti Philipp Müller (AG) tirant sa révérence.

Côté romand, le parti mise sur des valeurs sûres pour maintenir le score. Les locomotives Hugues Hiltbold, Christian Lüscher, Isabelle Moret, Olivier Feller ou encore l'ancien nouveau Philippe Nantermod, passé de jeune premier à figure du parti romand, remplissent pour un tour. La conseillère d'État vaudoise Jacqueline de Quattro, forte de plus de douze ans d'expérience de ministre, représente elle aussi une candidate de poids pour le National.

Le PLR devra cependant affronter deux défis de taille. Pre-



mièrement, surmonter l'affaire Maudet à Genève, dont l'écho national n'a guère profité à l'image du parti. «L'affaire Maudet appartient au passé, balaise Christian Lüscher. Nous sommes certains que les électeurs le savent et qu'ils font la part des choses. Punir le PLR dans les urnes irait à l'encontre de l'intérêt du pays.»

Il s'agira également de ne pas se laisser submerger par la vague verte, la prédominance actuelle du thème de l'écologie menaçant de lui ravir des sièges. Christian Lüscher rappelle le virage effectué il y a quelques mois par la direction du parti, après avoir consulté sa base. Le PLR assure désormais mettre la question écologique au centre de ses préoccupations, prônant des mesures incitatives plutôt que punitives pour lutter contre le réchauffement politique. Un

changement de cap qui laisse sceptiques les adversaires des libéraux-radicaux, tantôt traités d'opportunistes par la gauche, tantôt de girouettes par la droite. Ces éléments ne feront pas forcément perdre des voix au parti, mais peuvent freiner sa progression engagée en 2015.

Défendre l'économie

Le PLR semble plus à l'aise sur son terrain d'origine. «Nous voulons que le Conseil fédéral adopte une vision globale de l'économie et de la fiscalité, via des mesures concrètes», souligne Christian Lüscher. L'avocat genevois cite en exemple un retour facilité des femmes qualifiées sur le marché du travail après avoir accouché, notamment en passant à un système de taxation individuelle, plus encourageante, ainsi qu'une

meilleure déduction des frais de garde - jusqu'à 24 000 francs.

Le PLR appelle également à un assouplissement des règles d'octroi des permis de travail pour les étrangers de deuxième et troisième cercles. «Des étudiants d'Asie, d'Amérique du Sud ou des USA viennent se former chez nous et doivent ensuite rentrer, souligne Christian Lüscher. Il faudrait faire en sorte qu'il soit plus facile pour eux de travailler chez nous. La Suisse récupérerait ainsi mieux son investissement.»

Enfin, les relations avec l'Europe représentent évidemment un enjeu primordial. «Le PLR va se battre pour sauvegarder nos bilatérales, conclut Christian Lüscher. Il ne s'agit pas de vendre la Suisse à l'Europe, comme le prétend l'UDC, mais de préserver nos intérêts économiques.»

Carte blanche à Petra Gössi

«Une politique environnementale durable»

«Alors que les fronts se polarisent, le PLR est le parti qui cherche des majorités afin de faire avancer les dossiers majeurs. Notre slogan «Avancer ensemble» n'est pas une vaine promesse de campagne, mais notre façon de concevoir la politique au quotidien. Pragmatiques et non dogmatiques, nous défendons la liberté, la cohésion et l'innovation. Nous nous battons pour les générations futures en prônant une politique environnementale durable, tant sur le plan



écologique, économique que social et en défendant des assurances sociales financièrement saines, afin que les jeunes puissent également en bénéficier. Nous voulons permettre à chacun de mener sa vie comme il

l'entend, grâce à des mesures telles que l'imposition individuelle, la déduction intégrale des frais de garde, un congé parental flexible. Dans un contexte économique mondial toujours plus tendu, nous voulons pérenniser la prospérité de la Suisse et les emplois, grâce aux accords bilatéraux et à l'accord-cadre qui garantissent à nos entreprises l'accès à notre plus important partenaire commercial, l'UE.»

Conseil des États
La réforme de l'imposition des couples s'enlise

La suppression de la pénalisation fiscale du mariage est loin d'être réglée. Par 25 voix contre 18 et grâce à une alliance PLR-PS, le Conseil des États a décidé lundi de renvoyer le projet de réforme élaboré après l'annulation du vote sur l'initiative du PDC. Les sénateurs ont suivi Thomas Hefli (PLR/GL), qui demandait que le Conseil fédéral examine d'autres modèles, notamment celui en vigueur dans le canton de Vaud. Pour l'élu PLR, un modèle d'imposition individuelle serait aussi plus approprié. Le National doit encore se prononcer. **ATS**

Il a dit

«Genève est prédestinée à rester la capitale de la Suisse internationale»

Ignazio Cassis

Le conseiller fédéral était à Genève lundi pour signer une déclaration à l'occasion des 100 ans de la SDN.



Ville de Berne
Pas question de tirer sur les corneilles

L'UDC de la Ville de Berne souhaite que des chasseurs, et même des privés, puissent tirer sur les corneilles qui causent des dégâts et dérangent par leur bruit. La motion demande que la Fédération des chasseurs bernois forme les propriétaires fonciers au tir de ces oiseaux. Le texte propose aussi que des récompenses financières soient attribuées pour les corneilles tuées. Le Conseil communal a rejeté lundi cette idée, estimant notamment le tir de corneilles dangereux dans des zones habitées. **ATS**

Non à l'école à domicile

Tribunal fédéral Les parents d'enfants en âge scolaire n'ont pas un droit constitutionnel à leur dispenser des cours privés à domicile. Le Tribunal fédéral rejette le recours d'une mère et reconnaît le droit des Cantons de prévoir des règles très restrictives, voire des interdictions. **ATS**

Recherche pères biologiques

Don de sperme En Suisse, les enfants nés d'un don de sperme après 2001 ont le droit de connaître l'identité de leur père biologique une fois adultes. Les premiers s'apprennent à atteindre leur majorité et pourront donc déposer leur demande. **ATS**

Israël

Isolé, Netanyahu

Les législatives de ce mardi sonnent comme un référendum pour ou contre le premier ministre, cerné par les affaires

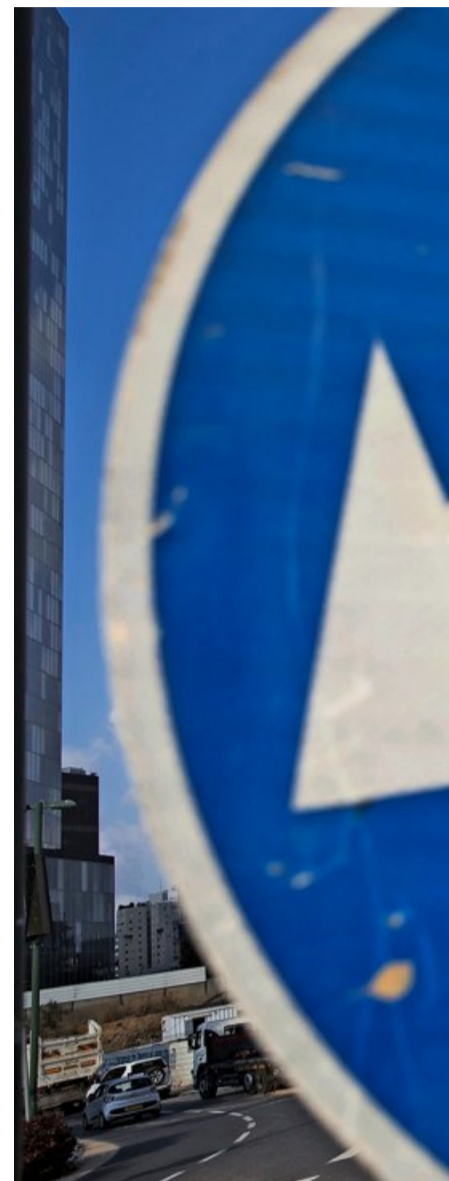
Alice Froussard Jérusalem

Jamais Benyamin Netanyahu n'a été si proche de la sortie, et jamais la campagne électorale n'aura été si vide de contenu, si brève, si sanglante. Pour occuper l'espace, attirer l'attention de sa base et mobiliser l'électorat israélien au retour des vacances, celui que l'on surnomme «Bibi» a fait feu de tout bois pour se maintenir au pouvoir. Car le scrutin va se jouer, comme le précédent, sur le fil.

Les derniers sondages autorisés, vendredi, indiquaient un frémissement en faveur de son parti, le Likoud. Mais la coalition au pouvoir ne parviendrait pas à atteindre le seuil fatidique des 61 sièges sur les 120 du parlement - le nombre nécessaire pour former un gouvernement. L'actuel premier ministre a donc misé sur les effets d'annonce. Dans son viseur, ses adversaires ou encore les médias - notamment une chaîne de télévision qui enquête sur ses soupçons de corruption: il s'en prend à tous ceux qui pourraient empêcher sa réélection. Même Facebook a dû le «punir» en désactivant sa page suite à un discours haineux envers la population arabe d'Israël.

Séduire l'ultradroite

Avec de telles méthodes, qui rappellent celles de son ami Donald Trump, Netanyahu veut reconquérir le vote des Israéliens de l'ultradroite, ceux qui seraient tentés par un vote plus radical que le Likoud. Il ne s'en cache pas, bien au contraire. Un jour il fa-



Pour convaincre les électeurs de droite

«Je pense que Netanyahu a été trop longtemps au pouvoir. Israël n'a pas besoin d'un roi»

Ida Une habitante de Tel-Aviv

Après la polémique sur l'identité Ursula von der Leyen s'explique

La désignation d'un commissaire chargé de «la défense du mode de vie européen» avait créé une violente controverse



Ursula von der Leyen a commis sa première bourde. La polémique ne cesse d'enfler depuis qu'elle a annoncé que le Grec Margaritis Schinàs aurait en charge le portefeuille de la «défense du mode de vie européen».

La nouvelle présidente de la Commission européenne, qui doit prendre ses fonctions le 1^{er} novembre, a été sommée de s'expliquer sur cet intitulé controversé. À l'image du socialiste français Raphaël Glucksmann, de nombreux parlementaires européens en condamnant «les relents identitaires chers à l'extrême droite».

Même Jean-Claude Juncker a tenu à marquer son désaccord. Dans une tribune libre publiée ce week-end dans plusieurs journaux européens (groupe LENA), Ursula von der Leyen s'est expliquée. Extraits: «L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont commu-

nes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes [...]. Ces valeurs, et notre attachement à celles-ci, constituent nos fondations mêmes. Elles sont consacrées dans notre traité et nous confèrent les libertés dont nous bénéficions aujourd'hui. Elles définissent la nature même de notre Union [...].

«Nous devons être fiers de notre mode de vie européen dans toutes ses formes et toutes ses dimensions et nous devons chercher constamment à le préserver, à le protéger et à l'améliorer. Voilà pourquoi la protection de la «European way of life» constituait l'un des six principes directeurs de mes orientations politiques, qui ont reçu l'appui du Parlement européen au mois de juillet.

«Pour la plupart d'entre nous, la notion de mode de vie européen ne nécessite aucune explication: il s'agit simplement d'une réalité quotidienne. Ce concept et ses connotations ont néanmoins